



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Marchés de Techniques de l'Information et de la Communication

Identification de l'acheteur :

Pouvoir adjudicateur :

Centre Hospitalier Universitaire de Reims - 45, rue Cognacq-Jay - 51092 Reims Cedex

Direction acheteuse :

Direction des Services Numériques et l'Ingénierie Biomédicale

Avenue Général Koenig – 51092 Reims Cedex

Intitulé du marché :

Acquisition, mise en œuvre, formation et maintenance d'une solution d'intelligence artificielle en neuroradiologie

Procédure de passation :

Marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE I - OBJET DU MARCHÉ	5
1.1. - TYPE.....	5
1.2. - DESCRIPTION SUCCINCTE	5
1.3. - ALLOTISSEMENT.....	5
1.4. - PRESTATIONS SIMILAIRES	5
ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....	5
2.1. - DECOMPOSITION DU MARCHÉ.....	5
2.2. - FORMES.....	6
2.3. - DELAIS D'EXECUTION.....	6
2.3.1. - Délais d'exécution des modules n° 1 et 2	6
2.3.2. - Délais d'exécution du module n° 4.....	7
2.4. - DUREES DU MARCHÉ.....	7
2.4.1. - Durée du marché du module n° 3.....	7
2.4.2. - Durée du marché du module n° 4.....	7
ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES.....	8
4.1. - IDENTIFICATION DES PARTIES.....	8
4.1.1. - Parties signataires.....	8
4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché.....	8
4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution	8
4.2. - PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL.....	8
4.3. - RESPECT DES CLAUSES CONTRACTUELLES	9
4.4. - RESPECT DES REGLEMENTS INTERIEURS.....	9
4.5. - HABILITATION D'ACCES AUX LOCAUX DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE REIMS	9
4.6. - OBLIGATION DE DISCRETION	9
4.7. - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	9
4.8. - MANIPULATION DES MATERIELS ET LOGICIELS	9
4.9. - RECUSATION DU PERSONNEL DU TITULAIRE	10
4.10. - EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE	10
ARTICLE V - MISES A JOUR ET NOUVELLES VERSIONS DE LOGICIELS – DOCUMENTATIONS TECHNIQUES – FORMATIONS	10
5.1. - MISES A JOUR ET NOUVELLES VERSIONS DE LOGICIELS	10
5.2. - DOCUMENTATIONS TECHNIQUES	11
5.3. - FORMATIONS	11
ARTICLE VI - INSTALLATION, MISE EN ORDRE DE MARCHÉ ET MISE EN SERVICE DU SYSTEME INFORMATISE (MODULES N° 1 ET 2)	11
ARTICLE VII - CONDITIONS D'EXECUTION DU MODULE N° 4	12
7.1. - MODALITES DE COMMANDE.....	12
7.2. - DELAI D'EXECUTION	12
7.3. - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	13
ARTICLE VIII - OPERATIONS DE VERIFICATION ET DECISION APRES VERIFICATION	13
8.1. - OPERATIONS DE VERIFICATION ET DECISION APRES VERIFICATION POUR LES MODULES N° 1 ET 2	13
8.1.1. - Vérifications quantitatives.....	13
8.1.2. - Vérifications qualitatives.....	13

• Vérification d'Aptitude (VA).....	13
• Mise en production.....	14
• Vérification de Service Régulier (VSR)	14
• Admission	15
8.1.3. - Opérations de vérification et décision après vérification du module n° 3	15
8.1.4. - Opérations de vérification et décision après vérification du module n° 4	15
ARTICLE IX - GARANTIE.....	16
ARTICLE X - MODALITES D'EXECUTION DE LA MAINTENANCE ET DU SUPPORT D'EXPLOITATION DU LOGICIEL (MODULE N° 3).....	17
10.1. - PERIODE D'EXECUTION DE LA MAINTENANCE ET SUPPORT D'EXPLOITATION	17
10.2. - RECEPTION ET ENREGISTREMENT DES INCIDENTS.....	17
10.3. - OPERATIONS DE MAINTENANCE.....	17
10.3.1. - Maintenance corrective logiciel.....	18
10.3.2. - Maintenance évolutive.....	18
ARTICLE XI - ASSURANCE	18
ARTICLE XII - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	19
12.1. - CONTENU DES PRIX.....	19
12.2. - FORME DU PRIX	19
12.3. - VARIATION DES PRIX (MODULES N° 3 ET 4)	19
12.3.1. - Choix du type de variation des prix.....	19
12.3.2. - Détermination des prix de référence pour la variation	19
12.3.3. - Choix des paramètres de variation.....	19
12.3.4. - Périodicité de révision des prix.....	19
12.3.5. - Modalités de révision des prix.....	20
12.4. - CLAUSE DE SAUVEGARDE	20
12.5. - OFFRE PROMOTIONNELLE	20
ARTICLE XIII - REGLEMENT DES COMPTES	21
13.1. - PAIEMENT DES PRESTATIONS DES MODULES N° 1 ET 2, HORS PRESTATIONS FORMATION ET ACQUISITION DES LICENCES	21
13.2. - PAIEMENT DES PRESTATIONS DE FORMATION ET DE L'ACQUISITION DES LICENCES DU MODULE N° 1.....	21
13.3. - PAIEMENT DES PRESTATIONS DU MODULE N° 3.....	21
13.4. - PAIEMENT DES PRESTATIONS DU MODULE N° 4.....	21
13.5. - MODALITES DE FACTURATION.....	21
13.6. - DELAI DE PAIEMENT	22
13.7. - INTERETS MORATOIRES	22
ARTICLE XIV - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	22
14.1. - AVANCE	22
14.2. - RETENUE DE GARANTIE.....	23
ARTICLE XV - PENALITES	23
15.1. - PENALITES DE RETARD.....	23
15.2. - PENALITES APPLICABLES EN CAS DE RETARD DANS LA MISE EN ORDRE DE MARCHE ET DANS LA MISE EN PRODUCTION DU LOGICIEL (MODULES N° 1 ET 2).....	23
15.3. - PENALITES APPLICABLES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE ET DE SUPPORT D'EXPLOITATION ET D'INDISPONIBILITE DU LOGICIEL POUR LE MODULE N° 3.....	23
15.4. - PENALITES APPLICABLES EN CAS DE RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS DU MODULE N° 4	24
ARTICLE XVI - UTILISATION ET PROPRIETE INTELLECTUELLE	24

ARTICLE XVII - RESILIATION DU MARCHE	25
ARTICLE XVIII - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE	26
ARTICLE XIX - REVERSIBILITE.....	26
ARTICLE XX - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX	27

ARTICLE I - OBJET DU MARCHE

1.1. - Type

- | | | | |
|---|--------------------------------------|-----------------------------------|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Fournitures | <input type="checkbox"/> Services | <input type="checkbox"/> Travaux | |
| <input checked="" type="checkbox"/> Achat | <input type="checkbox"/> Crédit-bail | <input type="checkbox"/> Location | <input type="checkbox"/> Location-vente |

1.2. - Description succincte

Le présent marché a pour objet **l'acquisition et la mise en œuvre d'une solution d'intelligence artificielle en neuroradiologie ainsi que des prestations de formation et de maintenance associées, au profit du Centre Hospitalier Universitaire de Reims.**

Le titulaire s'engage à fournir une solution conforme aux spécifications stipulées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes.

Le terme « solution » fait référence à l'ensemble des composantes nécessaires pour répondre aux besoins spécifiés dans les pièces du dossier de consultation. Ce terme peut donc désigner des logiciels informatiques et des interfaces applicatives.

Bien que portant à la fois sur des fournitures et des services, le marché est qualifié de fournitures au sens de l'article L. 1111-5 du Code de la commande publique. Dans le présent document, le terme « prestations » désigne indifféremment, soit des fournitures à installer ou à fournir, soit des services à exécuter.

Les quantités et spécifications techniques sont précisées dans le CCTP.

Les prestations sont exécutées au Centre Hospitalier Universitaire de Reims ou à distance en télémaintenance.

1.3. - Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

1.4. - Prestations similaires

Le Centre Hospitalier Universitaire se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.21227 du Code de la commande publique, l'exécution de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché.

ARTICLE II - CARACTERISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHE

2.1. - Décomposition du marché

Le marché est décomposé en plusieurs modules comme suit :

- Module n° 1 : Dédié à l'accident vasculaire cérébral (AVC) aigu à l'aide de l'IA :
 - Acquisition du module,
 - Acquisition de 1 à 2 licences utilisateurs en simultanés,
 - Réalisation des interfaces avec les logiciels existants PACS Synapse Version 5 (puis 7) / Fuji Film,
 - Prestations d'installation technique et paramétrage,
 - Prestations de formation aux administrateurs et aux neuroradiologues.

- Module n° 2 : Dédié à la neuro-oncologie à l'aide de l'IA :
 - Acquisition du module,
 - Acquisition de 1 à 2 licences utilisateurs en simultanés,
 - Réalisation des interfaces avec les logiciels existants PACS Synapse Version 5 (puis 7) / Fuji Film,
 - Prestations d'installation technique et paramétrage,
 - Prestations de formation aux administrateurs et aux neuroradiologues.
- Module n° 3 : Prestations de support et de maintenance associées aux modules n° 1 et 2 :
 - Prestations de support et de maintenance du module n° 1,
 - Prestations de support et de maintenance du module n° 2.
- Module n° 4 : Prestations supplémentaires à bons de commande comprenant :
 - Acquisition de licences supplémentaires,
 - Prestations de formations aux administrateurs et aux neuroradiologues,
 - Réalisation d'interfaces et paramétrages de la solution.

2.2. - Formes

Les modules n° 1 à 3 prennent la forme d'un marché ordinaire, lequel n'est pas exécuté par l'émission de bons de commande successifs.

Le module n° 4 prend la forme d'un accord cadre à bons de commande au sens du 2° alinéa de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique, lequel est exécuté par l'émission de bons de commandes successifs dans les conditions prévues aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu avec un seul opérateur économique.

Accord-cadre à bons de commande sans minimum mais avec maximum :

L'accord-cadre à bons de commande est conclu, sans minimum mais avec un maximum.

Les quantités annuelles estimatives sont fixées dans le bordereau des prix, à titre indicatif à partir de projections réalisées. Ces quantités, qui serviront de base à la comparaison des offres, ne sont pas opposables au Centre Hospitalier Universitaire.

Le montant maximum sur la durée totale du marché pour l'ensemble des modules est fixé à 220 999,99 € HT.

Le titulaire s'engage pour le maximum.

2.3. - Délais d'exécution

2.3.1. - Délais d'exécution des modules n° 1 et 2

Les délais d'exécution des modules n° 1 et 2 font l'objet :

- d'une **Mise en Ordre de Marche (MOM)** consistant en une « **Mise à disposition de l'environnement du logiciel en pré-production prêt à être paramétré** » ;
- d'une **Vérification d'Aptitude (VA)**, à l'issue de **paramétrages/tests**, du logiciel « **en pré-production paramétrée** » ;
- d'une **Mise En Production** qui intervient après la validation de la Vérification d'Aptitude (VA) ;
- d'une **Vérification de Service Régulier (VSR)** « **logiciel en production** » qui débute après la Mise En Production.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG/TIC, le titulaire dispose **du délai fixé dans son offre à compter de la date de réception de la notification du marché par le titulaire** pour effectuer la Mise en Ordre de Marche (MOM), **sans pour autant dépasser le délai plafond qui est fixé à un (1) mois**. Celle-ci (*procès-verbal de mise en ordre de marche*) est notifiée par le titulaire au Centre Hospitalier Universitaire de Reims, qui en accuse réception.

2.3.2. - Délais d'exécution du module n° 4

Concernant les prestations à bons de commande du module n° 4 : le délai d'exécution est celui fixé par le titulaire dans son offre, **dans la limite de 15 jours**. **Il commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande.**

2.4. - Durées du marché

2.4.1. - Durée du marché du module n° 3

Pour le module n° 3, le marché est passé pour la période à compter de la fin de la garantie de la solution pour une durée de 1 an.

Cette période initiale est reconductible tacitement pour 3 périodes de 12 mois.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le représentant du Centre Hospitalier Universitaire décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard 3 mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

2.4.2. - Durée du marché du module n° 4

Pour le module n° 4, le marché est passé pour la période à compter de la date de réception de la notification pour une durée de 1 an.

Cette période initiale est reconductible tacitement pour 3 périodes de 12 mois.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le représentant du Centre Hospitalier Universitaire décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard 3 mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

ARTICLE III - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles, par ordre de priorité décroissante, sont les suivantes :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes, notamment ses annexes financières,
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Techniques de l'Information et de la Communication (CCAG / TIC), annexé à l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021 ;
- l'offre technique du titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Reims, fait seule foi.

ARTICLE IV - ENGAGEMENT DES PARTIES

4.1. - Identification des parties

4.1.1. - Parties signataires

Le marché est conclu entre :

- le Centre Hospitalier Universitaire représenté par sa Directrice Générale.
- et
- l'opérateur économique ou le mandataire du groupement d'opérateur économique retenu au titre du marché, représenté par une personne habilitée, dénommé ci-après « le titulaire ».

4.1.2. - Représentants du titulaire pour l'exécution du marché

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Centre Hospitalier Universitaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

4.1.3. - Déclaration de sous-traitant en cours d'exécution

Le titulaire ne peut sous-traiter que dans les conditions déterminées par l'article 3.6 du CCAG/TIC.

4.2. - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG/TIC, le titulaire respecte les lois et les règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

4.3. - Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à ce présent marché, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

4.4. - Respect des règlements intérieurs

Le personnel du titulaire doit se conformer à l'horaire, à la discipline et aux règles de sécurité fixés par le règlement intérieur du site ou de l'établissement où il intervient, dans la limite des horaires et conditions fixées par la législation du travail.

4.5. - Habilitation d'accès aux locaux du Centre Hospitalier Universitaire de Reims

Le Centre Hospitalier Universitaire doit assurer au personnel du titulaire appelé à intervenir dans ses locaux, des conditions d'environnement conformes aux normes d'hygiène et de sécurité.

Le Centre Hospitalier Universitaire doit informer le titulaire des consignes de sécurité dans lesdits locaux et veiller à la présence effective de l'un de ses préposés qualifiés pendant la durée de l'intervention dudit personnel, de telle sorte que toutes mesures utiles puissent être immédiatement prises en cas d'accident.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité si l'accès dans l'établissement est refusé à ses représentants faute d'avoir respecté les prescriptions énoncées ci-dessus.

4.6. - Obligation de discrétion

Le titulaire et le Centre Hospitalier Universitaire acceptent que les termes et conditions du présent marché soient tenus confidentiels, sans préjudice des dispositions du Code des relations entre le public et l'administration issu de l'Ordonnance n° 2015-1341 et du décret n° 2015-1342 du 23 octobre 2015 relative aux conditions d'accès aux documents administratifs.

Le titulaire s'engage à se conformer aux obligations de confidentialité, de protection des données personnelles et des mesures de sécurité indiqués à l'article 5 du CCAG/TIC.

4.7. - Protection des données à caractère personnel

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018.

4.8. - Manipulation des matériels et logiciels

Il est interdit au personnel du titulaire de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les logiciels, appareils et matériels se trouvant dans les locaux et ne faisant pas l'objet des prestations du présent marché sans l'autorisation expresse d'un représentant du Centre Hospitalier Universitaire de Reims.

Le titulaire du marché doit effectuer la réfection de toute détérioration éventuelle survenue lors des différentes opérations d'installation. Le titulaire du marché est donc responsable de tout accident ou dommage qui pourrait survenir, s'il n'est pas établi que le Centre Hospitalier Universitaire a utilisé de manière anormale le matériel ou le logiciel en cause.

4.9. - Récusation du personnel du titulaire

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de solliciter la récusation des personnels du titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution de cette prestation.

Le Centre Hospitalier Universitaire informera le titulaire de son intention et des motifs de cette demande de récusation.

Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours à compter de la demande, pour apporter ses observations.

Toutefois, en cas de faute de service, le Centre Hospitalier Universitaire pourra exiger le départ immédiat de l'agent concerné.

Le titulaire devra alors procéder au remplacement des personnels récusés. Il ne pourra prétendre ni à la prolongation du délai d'exécution ni à indemnité.

4.10. - Evolution technologique, technique ou réglementaire

En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité de modifier ou remplacer les fournitures faisant l'objet du marché par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins, sans supplément de prix.

Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation.
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu pour la nouvelle.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, ou d'évolution réglementaire, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché après un préavis de trois mois.

ARTICLE V - MISES A JOUR ET NOUVELLES VERSIONS DE LOGICIELS – DOCUMENTATIONS TECHNIQUES – FORMATIONS

5.1. - Mises à jour et nouvelles versions de logiciels

Conformément à l'article 22.1 du CCAG/TIC, le titulaire fournit pendant la durée du marché, **sans supplément de prix**, la livraison des mises à jour qui sont apportées aux logiciels de la solution ainsi que la livraison des nouvelles versions.

5.2. - Documentations techniques

Conformément à l'article 22.2 du CCAG/TIC, le titulaire fournit, **sans supplément de prix**, une documentation en langue française. La documentation est fournie au plus tard à la formation.

La prestation comprend la fourniture d'un ensemble de documents indiquant les modalités de mise en fonction du logiciel, le cas échéant : Dossier de paramétrage, documentation d'utilisation (manuel de l'utilisateur, aide en ligne).

Le titulaire fournit au Centre Hospitalier Universitaire l'ensemble des procédures et les documentations nécessaires pour l'installation, la mise en production, les sauvegardes et les reprises sur incident, il fournit également les manuels d'utilisation, les manuels d'administration et les procédures dégradées par profil utilisateurs de sa solution.

Les manuels utilisateurs et référence ainsi que les documentations à destination des utilisateurs de la solution sont également rédigés obligatoirement en langue française conformément à l'article 22.2 du CCAG/TIC.

La documentation doit évoluer dans le temps selon les évolutions logicielles. Elle devra être accessible en ligne depuis le logiciel si possible en mode hypertexte et pourra être imprimée en dehors du principe de copie d'écran.

Tous les documents ci-dessus cités sont aussi fournis sur support électronique.

5.3. - Formations

Préalablement à l'admission du logiciel, le titulaire assure **une formation aux administrateurs informatiques et une formation aux neuroradiologues**, permettant une maîtrise des fonctionnalités du logiciel.

La prestation comprend la fourniture de supports de formation.

Les prestations de formation sont exécutées dans les conditions prévues aux articles 3.1.6, 3.1.7, 3.2.6 et 3.2.7 du CCTP.

ARTICLE VI - INSTALLATION, MISE EN ORDRE DE MARCHÉ ET MISE EN SERVICE DU SYSTÈME INFORMATISÉ (MODULES N° 1 ET 2)

L'installation du système informatisé et la Mise en Ordre de Marche (MOM) sont effectuées par le titulaire et sous sa responsabilité.

Dans le cadre de ce marché, la **Mise en Ordre de Marche (MOM)** correspond à la « **Mise à disposition de l'environnement du logiciel en pré-production (TEST) prêt à être paramétré** ».

Le titulaire est chargé de vérifier que les locaux ont bien été aménagés conformément aux prescriptions nécessaires au bon fonctionnement du logiciel qu'il installe ou configure.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG/TIC, le titulaire dispose **du délai fixé dans son offre à compter de date de réception de la notification du marché par le titulaire** pour effectuer la Mise en Ordre de Marche (MOM), **sans pour autant dépasser le délai plafond qui est fixé à un (1) mois**. Celle-ci (procès-verbal de mise en ordre de marche) est notifiée par le titulaire au Centre Hospitalier Universitaire, qui en accuse réception.

Après achèvement des prestations d'installation et de Mise en Ordre de Marche (MOM), le titulaire notifie au Centre Hospitalier Universitaire un procès-verbal de Mise en Ordre de Marche (MOM), consistant en une « **Mise à disposition de l'environnement du logiciel en pré-production (TEST) prêt à être paramétré** » attestant que les prestations de la MOM sont prêtes à être vérifiées.

Sursis à exécution et prolongation de délai :

Le délai initialement prévu pour la Mise en Ordre de Marche (MOM) peut faire l'objet d'une prolongation de délai dans les conditions prévues à l'article 13.3 du CCAG/TIC.

En cas de retard dans l'installation et la mise en ordre de marche des prestations, les pénalités de retard prévues à l'article 15.2 du présent CCAP sont applicables.

Après la MOM, le titulaire effectue, selon le planning de mise en œuvre du logiciel fourni dans son offre, **un paramétrage « du logiciel en pré-production (TEST) »**.

A l'issue de tests (notamment le système est installé avec le paramétrage Standard, le système est opérationnel avec le paramétrage Standard sans dysfonctionnements techniques, le système est sauvegardé et supervisé), le Centre Hospitalier Universitaire procédera aux opérations de vérifications ci-après (cf. article 8.1 du présent CCAP).

ARTICLE VII - CONDITIONS D'EXECUTION DU MODULE N° 4

7.1. - Modalités de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande.

Chaque bon de commande comporte notamment les mentions suivantes :

- l'identification du titulaire du marché,
- la référence au présent marché,
- la désignation de la fourniture ou sa référence,
- les quantités commandées,
- la date ou les délais et le lieu de livraison.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché. La durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché.

Toutefois, le Centre Hospitalier Universitaire ne peut fixer une durée telle que l'exécution des bons de commande se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

7.2. - Délai d'exécution

Le délai d'exécution est celui fixé par le titulaire dans son offre, dans la limite de 15 jours. Il commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande.

Toutefois, le bon de commande peut préciser une date ou un créneau de livraison. Dans cette hypothèse, les pénalités de retard courent à compter de la date de livraison ou du dernier jour du créneau de livraison précisés sur les bons de commande.

Tout retard de livraison entraînera l'application des pénalités prévues à l'article 15.4 du présent CCAP.

7.3. - Exécution aux frais et risques du titulaire

Dans l'hypothèse où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché ou sur le bon de commande, le Centre Hospitalier Universitaire pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

ARTICLE VIII - OPERATIONS DE VERIFICATION ET DECISION APRES VERIFICATION

8.1. - Opérations de vérification et décision après vérification pour les modules n° 1 et 2

Les procédures de vérification et l'admission des prestations s'effectuent sur le site du Centre Hospitalier Universitaire de Reims.

En application de l'article 30 du CCAG/TIC, les opérations de vérification se déroulent selon les modalités définies aux articles 8.1.1 et 8.1.2 ci-après.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG/TIC, le Centre Hospitalier Universitaire n'avise pas le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications.

8.1.1. - Vérifications quantitatives

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par le Centre Hospitalier Universitaire.

A l'issue des opérations de vérification quantitatives si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, le Centre Hospitalier Universitaire peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitative.

8.1.2. - Vérifications qualitatives

Les opérations de vérification qualitative comprennent deux étapes : la Vérification d'Aptitude (VA) et la Vérification de Service Régulier (VSR).

- **Vérification d'Aptitude (VA)**

La **Vérification d'Aptitude (VA)**, effectuée par le Centre Hospitalier Universitaire à l'issue de tests du « **logiciel en pré-production paramétrée (TEST)** », intervient après la Mise en Ordre de Marche (MOM) et avant la mise en production du logiciel effectuées par le titulaire.

La Vérification d'Aptitude (VA) du « **logiciel en pré-production paramétrée (TEST)** » a pour but de constater que le logiciel fourni et installé par le titulaire présente les caractéristiques techniques qui le rende apte à remplir les fonctions décrites dans le cahier des clauses techniques particulières et / ou dans la documentation du titulaire jointe au marché, et d'atteindre les performances attendues (*notamment le système paramétré fonctionne sans dysfonctionnements dans son environnement de tests*).

En application de l'article 33.2.1 du CCAG/TIC, le Centre Hospitalier Universitaire procède à la vérification d'aptitude dans le délai d'un (1) mois à partir de la notification de l'écrit par lequel le titulaire avise le Centre Hospitalier Universitaire que les prestations sont prêtes à être vérifiées (MOM).

En cas de Vérification d'Aptitude (VA) négative, le Centre Hospitalier Universitaire prend une décision d'ajournement ou de rejet. Par dérogation au dernier alinéa de l'article 34.2.1 du CCAG/TIC, en cas d'ajournement, de même qu'en cas de rejet, le titulaire, après modification, correction ou adaptation du logiciel, notifie une nouvelle Mise en Ordre de Marche (MOM) qui doit intervenir au plus tard le quinzième (15) jours suivant la décision d'ajournement ou de rejet. Le Centre Hospitalier Universitaire dispose alors d'une nouvelle période d'un (1) mois pour procéder aux opérations de Vérification d'Aptitude (VA).

Pour l'application des pénalités de retard, la Mise en Ordre de Marche (MOM) s'entend alors de celle qui précède la Vérification positive de l'Aptitude (VA).

En cas de deux ajournements ou rejets successifs de la Vérification d'Aptitude (VA) le Centre Hospitalier Universitaire se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité.

En cas de vérification d'aptitude positive, le Centre Hospitalier Universitaire la prononce et lance les démarches de mise en production du logiciel.

- **Mise en production**

Le titulaire dispose au maximum d'un (1) mois après la validation positive de la Vérification d'Aptitude par le Centre Hospitalier Universitaire, sous réserve de la réalisation des prestations de formation, et en concertation avec le Centre Hospitalier Universitaire pour effectuer la Mise en production du logiciel.

En cas de retard dans la mise en production du logiciel, les pénalités de retard prévues à l'article 15.2 du présent CCAP sont applicables.

A compter de la mise en production du logiciel, le Centre Hospitalier Universitaire procède à la Vérification de Service Régulier (VSR).

Conformément à l'article IX du présent CCAP, la garantie débute à compter de la mise en production du logiciel.

- **Vérification de Service Régulier (VSR)**

La **Vérification de Service Régulier (VSR)** a pour objet de constater que le logiciel fourni est capable d'assurer un service régulier pour remplir les fonctions attendues et atteindre les performances annoncées en mode « **production** », dans les conditions normales d'exploitation prévues dans le cahier des clauses techniques particulières et / ou dans la documentation du titulaire jointe au marché (*notamment le système fonctionne en utilisation quotidienne par les utilisateurs finaux sans dysfonctionnements majeurs*).

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG/TIC, la régularité du service s'observe pendant deux (2) mois, à partir du jour de la mise en production du logiciel par le titulaire.

Par dérogation à l'article 33.2.2 du CCAG/TIC, le Centre Hospitalier Universitaire dispose d'un délai maximal de quinze (15) jours à compter de la date d'expiration de la période de service régulier pour notifier par écrit au titulaire leur décision.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, le Centre Hospitalier Universitaire prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale de **deux (2) mois**,
- d'admission avec réfaction,
- de rejet.

Les stipulations des articles 34 du CCAG/TIC sont applicables.

En cas de deux ajournements successifs de la Vérification de Service Régulier (VSR) pour une même prestation, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve la possibilité de résilier le marché sans indemnité. Dans cette hypothèse, les sommes correspondantes déjà versées au titulaire avant l'admission sont restituées au Centre Hospitalier Universitaire sauf s'il reconnaît que les prestations exécutées par le logiciel ont pu être utilisées ; dans cette hypothèse le montant à restituer est fixé d'un commun accord.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, le Centre Hospitalier Universitaire prend une décision d'admission des prestations. L'admission peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent une utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'établissement partie bénéficiaire.

A défaut de décision d'admission dans le délai de quinze (15) jours à compter de la date d'expiration de la période de service régulier, le résultat de la Vérification de Service Régulier (VSR) est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

• **Admission**

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission.

En cas d'admission tacite, l'admission prend effet au terme du délai de quinze (15) jours précité à compter de la date d'expiration de la période de service régulier, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG/TIC.

8.1.3. - Opérations de vérification et décision après vérification du module n° 3

Par dérogation à l'article 33.2 du CCAG/TIC, le Centre Hospitalier Universitaire procède à une vérification qualitative simple conformément à l'article 32.1 du CCAG/TIC et prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC.

Le délai imparti à le Centre Hospitalier Universitaire pour procéder aux opérations de vérification et notifier la décision d'admission au titulaire est de 24h à compter du service fait, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG/TIC. A défaut de décision dans ce délai de 24h, d'admission est réputée acquise.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG/TIC, le Centre Hospitalier Universitaire n'avise pas le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications.

8.1.4. - Opérations de vérification et décision après vérification du module n° 4

Les vérifications sont exécutées dans les locaux du Centre Hospitalier Universitaire. Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG/TIC, le Centre Hospitalier Universitaire n'avise pas le titulaire des jours et heures fixées pour les vérifications.

Les vérifications quantitatives sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 31 et à l'article 33.1 du CCAG/TIC.

Par dérogation à l'article 33.2 du CCAG/TIC, le Centre Hospitalier Universitaire procède à une vérification qualitative simple conformément à l'article 32.1 du CCAG/TIC et prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG/TIC.

Le délai imparti au Centre Hospitalier Universitaire pour procéder aux opérations de vérification et notifier la décision d'admission au titulaire est de 15 jours à compter du service fait, par dérogation à l'article 34.1 du CCAG/TIC.

A défaut de décision dans ce délai de 15 jours, d'admission est réputée acquise.

ARTICLE IX - GARANTIE

9.1. - Garantie de la solution mise en production

Les stipulations ci-dessous dérogent à l'article 36 du CCAG/TIC.

La garantie de la solution débute à compter de sa mise en production pour une durée minimum d'un an.

La durée de la garantie est celle proposée par le titulaire dans son offre, à la condition que celle-ci soit supérieure ou égale à la durée minimale précitée.

Le titulaire s'engage à fournir un logiciel d'origine avec une garantie éditeur, dans son état d'origine et n'ayant fait l'objet d'aucune modification, ajout ou remplacement.

Le titulaire garantit que le logiciel livré dans le cadre du présent marché est capable, lors de sa remise au représentant du Centre Hospitalier Universitaire, de réaliser les fonctions décrites dans les documents qui l'accompagnent et dans les conditions définies par ces mêmes documents. Le titulaire garantit que le logiciel livré est conforme aux spécifications annoncées au moment de la remise des offres.

En cas de dysfonctionnement pendant la période de garantie, les pénalités prévues au présent CCAP sont applicables.

Par dérogation à l'article 36 du CCAG/TIC, pendant la période de garantie, le titulaire devra fournir sans surcoût toutes les évolutions des logiciels et notamment celles concernant les évolutions réglementaires.

La garantie ne s'appliquera pas en cas de dysfonctionnements, pannes ou détériorations imputables à un usage anormal du logiciel.

Cette garantie couvre également les frais consécutifs de déplacement du personnel du titulaire ou de son sous-traitant.

Il est spécifié que la période de garantie est automatiquement prolongée de la durée d'immobilisation du logiciel. Ainsi toute défaillance du logiciel, à caractère récurrent, ayant débuté pendant la période de garantie, entraînera une prolongation automatique du délai de garantie, jusqu'à ce que le titulaire ait pris les mesures utiles à une disparition durable du dysfonctionnement. Lorsque ces mesures sont prises, la période de garantie restante correspondra à la période qui restait à courir à la date du constat de la défaillance.

A la fin de la période de garantie, en cas de fonctionnement satisfaisant dans les conditions normales d'utilisation du logiciel, la fin de garantie sera prononcée par le Centre Hospitalier Universitaire.

9.2. - Garantie des prestations exécutées postérieurement à la mise en production

Les stipulations de l'article 36 du CCAG/TIC s'appliquent.

9.3. - Garantie en cas de recours de tiers

Le titulaire garantit le Centre Hospitalier Universitaire contre toutes revendications de tiers relatives à la propriété intellectuelle du logiciel fourni au titre du marché.

Si le Centre Hospitalier Universitaire est victime d'un trouble dans la jouissance du logiciel ou des services fournis, le titulaire prend immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

Les mesures propres à faire cesser le trouble de jouissance sont les suivantes, au choix du titulaire :

- soit modifier ou remplacer tous les éléments par d'autres éléments conformes aux spécifications du marché ;
- soit faire en sorte que le Centre Hospitalier Universitaire puisse utiliser les éléments en litige sans limitation et sans paiement supplémentaire.

ARTICLE X - MODALITES D'EXECUTION DE LA MAINTENANCE ET DU SUPPORT D'EXPLOITATION DU LOGICIEL (MODULE N° 3)

10.1. - Période d'exécution de la maintenance et support d'exploitation

La période d'exécution de la maintenance et support d'exploitation du logiciel est définie à l'article 2.4.1 du CCAP.

10.2. - Réception et enregistrement des incidents

La déclaration d'incident est réputée enregistrée à l'heure d'émission par le Centre Hospitalier Universitaire de l'appel téléphonique ou du message électronique.

Le titulaire indiquera les numéros de télécommunication (téléphones ou messagerie électronique), de préférence uniques, par lesquels ses services peuvent être contactés (ou confirmera ceux mentionnés dans son offre).

Les délais maximaux de prise en compte des incidents sont ceux fixés par le titulaire dans son offre.

10.3. - Opérations de maintenance

Toute opération de maintenance donne lieu à l'établissement par le titulaire d'un compte-rendu qui atteste des opérations effectuées.

10.3.1. - Maintenance corrective logiciel

Le titulaire du marché exécute les prestations de **maintenance corrective du logiciel**, selon que l'incident déclaré soit « critique » ou « normal ». Les deux délais de résolution débutent à compter de l'émission formelle de la demande d'intervention auprès du titulaire, par les moyens décrits à l'**article 10.2 précité**.

Conformément à l'article 14.2.5 du CCAG/TIC, le titulaire est tenu de faire connaître au Centre Hospitalier Universitaire la durée prévisible de l'indisponibilité lorsque celle-ci excède les seuils fixés à l'article 14.2.6 du CCAG/TIC.

En cas d'incident dit « critique », le délai de résolution est, par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG/TIC, sauf cas de force majeure **de huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site et pour une maintenance chez le titulaire**.

En cas d'incident dit « normal », le délai de résolution est, conformément à l'article 14.2.6 du CCAG/TIC, sauf cas de force majeure :

- **De quarante-huit heures ouvrées pour une maintenance sur le site ;**
- **Ou de quinze jours consécutifs pour une maintenance chez le titulaire.**

En cas de non-respect des délais cités ci-dessus, la pénalité prévue à l'article 15.3 du présent CCAP est applicable.

10.3.2. - Maintenance évolutive

Le titulaire s'engage à assurer la mise à jour des logiciels (fourniture et installation des nouvelles versions).

ARTICLE XI - ASSURANCE

Le titulaire est responsable de tout dommage de toute nature causé au personnel du Centre Hospitalier Universitaire, aux biens et aux tiers du fait :

- de son personnel salarié en activité de travail,
- de ses matériels,
- d'un événement engageant la responsabilité du titulaire après exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/TIC, en cas de demande du Centre Hospitalier Universitaire, le titulaire justifie, dans le délai maximum de 15 jours à compter de la demande, de la souscription de la police contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile pour dommages de toute nature causés au personnel, aux biens et aux tiers par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

En cas d'existence d'une franchise, dans le contrat souscrit par le titulaire, le titulaire est réputé la prendre intégralement à sa charge.

ARTICLE XII - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

12.1. - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, en particulier les déplacements, hébergements et la restauration, la reprographie des documents intermédiaires et définitifs, la fourniture des supports papier et informatique, les communications téléphoniques émanant du titulaire, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

12.2. - Forme du prix

En ce qui concerne les modules n° 1 et 2, le marché est traité par application d'un prix global et forfaitaires ferme.

En ce qui concerne le module n° 3, le marché est traité par application d'un prix global et forfaitaire annuel révisable.

En ce qui concerne le module n° 4, le marché est traité par application de prix unitaires. Les prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement exécutées. Ces prix unitaires sont révisables.

12.3. - Variation des prix (modules n° 3 et 4)

12.3.1. - Choix du type de variation des prix

Les prix sont révisables.

12.3.2. - Détermination des prix de référence pour la variation

Les prix initiaux sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix initiaux sont des prix nets ; ils sont déterminés après application d'une remise en pourcentage sur le tarif du titulaire.

12.3.3. - Choix des paramètres de variation

Les prix sont révisables en fonction d'une référence à partir de laquelle il sera procédé à un ajustement.

La référence choisie est le tarif du titulaire. Le titulaire certifie que le tarif qui sert de base au calcul des prix de règlement est celui qu'il pratique pour l'ensemble de sa clientèle.

12.3.4. - Périodicité de révision des prix

La révision des prix sera effectuée à chaque date anniversaire du marché, en cas de reconduction.

Nota : En ce qui concerne le module n° 3, la première révision de prix pourra intervenir à dans un délai d'un 1 an après la fin de la garantie.

12.3.5. - Modalités de révision des prix

En cas d'évolution du tarif du titulaire, à la baisse comme à la hausse, les prix révisés seront déterminés par application de la remise initiale en pourcentage du titulaire sur son nouveau tarif.

Les nouveaux prix du titulaire doivent être communiqués à l'établissement partie bénéficiaire, au moins un mois avant la date de révision des prix du marché. A défaut de communication des nouveaux prix à la hausse, les prix applicables lors de la période précédente sont reconduits.

12.4. - Clause de sauvegarde

Les nouveaux prix sont déterminés par la formule paramétrique ci-après :

$$P = \frac{P_0 \times S_n}{S_0}$$

P : prix révisé

P0 : Prix HT initial de l'offre figurant sur l'annexe à l'acte d'engagement

S0 : indice Syntec initial au mois de remise des offres

Sn : valeur du dernier indice Syntec avant le 1er janvier de chaque année couverte par le marché

A chaque révision, le titulaire établit et adresse à l'établissement partie bénéficiaire, un décompte avec les modalités de calcul susmentionnées déterminant le nouveau prix facturé pour la nouvelle année.

En cas de variation conduisant à un taux d'augmentation des prix supérieur aux prix résultant de l'application de cette formule paramétrique, le Centre Hospitalier Universitaire se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, par dérogation aux articles 47 et 51 du CCAG/TIC.

Dans cette hypothèse, afin de tenir compte des délais nécessaires à la passation d'un nouveau marché, la résiliation ne prendra effet que 3 mois après la date prévue pour l'application des nouveaux prix.

Les prix applicables pendant cette période de trois mois seront ceux appliqués lors de la période précédente, au maximum ceux résultant de l'application de la formule paramétrique ci-dessus.

12.5. - Offre promotionnelle

Le titulaire a la faculté de proposer des remises exceptionnelles qu'il pourrait pratiquer dès lors que celles-ci auraient pour conséquence une diminution des prix du marché.

ARTICLE XIII - REGLEMENT DES COMPTES

13.1. - Paiement des prestations des modules n° 1 et 2, hors prestations formation et acquisition des licences

Des acomptes seront versés au titulaire dans les conditions prévues à l'article 11.2 du CCAG/TIC, à l'achèvement des étapes et selon les quotités suivantes :

- **40 %** à compter de la notification par le titulaire de la **Mise en Ordre de Marche (MOM)** en mode « logiciel en **pré-production prêt à être paramétré (TEST)** » précisant que le logiciel peut être présenté en vue de la vérification d'aptitude ;
- **30 %** à compter de la date du prononcé positif de la **Vérification d'Aptitude (VA)** en mode « **pré-production paramétré (TEST)** (tests et paramétrages) » par le Centre Hospitalier Universitaire ;
- **30 %** à compter de la date d'admission explicite ou implicite des prestations telle que prévue à l'article 8.1.2 du présent CCAP ;

Conformément à l'article R.2191-20 du Code de la commande publique il est précisé que les règlements d'avances et d'acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs. Leur bénéficiaire en est débiteur jusqu'au règlement final du marché.

13.2. - Paiement des prestations de formation et de l'acquisition des licences du module n° 1

Les prestations de formation et l'acquisition des licences sont réglées à compter de leur fourniture/exécution.

13.3. - Paiement des prestations du module n° 3

Les prestations de services de maintenance et support d'exploitation du logiciel **sont payées à terme échu et réglées à la fin de chaque année**. Le cas échéant, pour les périodes de facturation inférieures au trimestre, les paiements seront effectués au prorata à la journée.

13.4. - Paiement des prestations du module n° 4

Le titulaire du marché présentera sa facture par application du prix unitaire du marché. La remise de la demande de paiement intervient après l'admission des prestations.

13.5. - Modalités de facturation



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » /

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail public de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, le Centre Hospitalier Universitaire doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D.2192-2 du Code de la commande publique.

13.6. - Délai de paiement

Le délai maximum de paiement est de 50 jours, comptés à partir de la date de réception de la demande de paiement, ou à compter de la date de livraison ou d'exécution si la date de réception de la facture est antérieure à la date de livraison ou d'exécution, conformément aux articles R.2192-10 à R.2192-14 du Code de la commande publique.

Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé ou par le mode portail ou service, la date de réception de la demande de paiement correspond, à la date de notification au Centre Hospitalier Universitaire du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation, conformément à l'article R.2192-15 du Code de la commande publique.

Il est précisé que tout retard imputable au titulaire du marché a pour conséquence la suspension du délai de paiement. Notamment par sa carence à produire les pièces demandées et par l'absence d'information ou la production d'informations erronées :

- modification de la raison sociale,
- modification et/ou absence de domiciliation bancaire,
- erreur sur les prestations et/ou montants facturés.

13.7. - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-avant ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché (ou le sous-traitant), le bénéfice d'une part, d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai et d'autre part, d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

ARTICLE XIV - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

14.1. - Avance

Conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, s'il n'y renonce pas expressément à l'Acte d'Engagement, une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Dans le cas d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande et ne comportant pas de minimum fixé en valeur, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le montant de l'avance est déterminé par application des dispositions des articles R.2191-6 à R.2191-10 du Code de la commande publique.

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG/FCS.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

14.2. - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie sur les paiements.

ARTICLE XV - PENALITES

15.1. - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

15.2. - Pénalités applicables en cas de retard dans la mise en ordre de marche et dans la mise en production du logiciel (modules n° 1 et 2)

Concernant la mise en ordre de marche, le délai contractuel s'entend tel que défini à l'article VI du présent CCAP. Concernant la mise en production, le délai contractuel s'entend tel que défini à l'article 8.1.2 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC, lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/TIC, le montant des pénalités applicables en cas de retard dans la mise en ordre de marche et dans la mise en production est limité à 25 % du total hors taxe des prix forfaitaires des modules n° 1 et 2.

15.3. - Pénalités applicables en cas de retard dans l'exécution des prestations de maintenance et de support d'exploitation et d'indisponibilité du logiciel pour le module n° 3

Par dérogation à l'article 14.1.1 et par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG/TIC, lorsque sont dépassés, les délais de résolution, fixés à l'article 10.3.1 du présent CCAP, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur annuelle de la maintenance et support d'exploitation Hors Taxes ;

R = le nombre d'heures de retard.

La pénalité sera prélevée sur le montant du prochain paiement effectué au profit du titulaire dans le cadre de la maintenance et support d'exploitation. Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/TIC, le montant annuel des pénalités applicables en cas de retard dans l'exécution des prestations de maintenance et support d'exploitation est limité à 25 % du montant annuel hors taxe du module n° 3.

15.4. - Pénalités applicables en cas de retard dans l'exécution des prestations du module n° 4

Par dérogation à l'article 14.1.1, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC, cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

ARTICLE XVI - UTILISATION ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le titulaire concède au Centre Hospitalier Universitaire un droit d'utilisation des exemplaires de logiciel, pour la durée légale des droits d'auteur. Ce droit d'utilisation des exemplaires de logiciel concédé sans droit de recopie, à l'exception des copies de sauvegarde, recouvre les programmes, les bases, les fichiers et la documentation, propriétés de l'éditeur auprès duquel le titulaire a obtenu un droit de distribution.

Le ou les exemplaires fournis s'utilisent uniquement selon les fonctionnalités, les spécifications, les prescriptions, la destination et les précautions mentionnées au marché et dans la documentation de l'Editeur et ce, par tout utilisateur du Centre Hospitalier Universitaire (personnel, usager ou tiers mandaté par le Centre Hospitalier Universitaire). La concession permet l'utilisation en réseau.

Ce droit d'utilisation recouvre :

- le droit à la reproduction concernant le chargement, l'affichage, l'exécution, la transmission et/ou le stockage de l'exemplaire sur un disque dur ou sur tout support de stockage ou sauvegarde,
- le droit à un exemplaire de copie de sauvegarde par exemplaire et le droit à la duplication pour réaliser cet exemplaire de copie de sauvegarde,
- le droit de tester le fonctionnement du logiciel afin de déterminer les idées et principes qui sont à la base de n'importe quel élément du logiciel lorsque le Centre Hospitalier Universitaire effectue toute opération de chargement, d'affichage, d'exécution, de transmission ou de stockage de logiciel,
- la reproduction du code du logiciel et/ou la traduction de la forme du code du logiciel qui ne sont pas soumises à l'autorisation du titulaire lorsque la reproduction et/ou la traduction, au sens du 1° ou du 2° de l'article L.122-6 du Code de la Propriété Intellectuelle, sont indispensables pour obtenir les informations nécessaires à l'interopérabilité d'un logiciel créé de façon indépendante avec d'autres logiciels, sous réserve que soient réunies les conditions suivantes :

- ces actes sont accomplis par le Centre Hospitalier Universitaire ayant le droit d'utiliser un exemplaire du logiciel ou par un tiers désigné par le Centre Hospitalier Universitaire pour le compte du Centre Hospitalier Universitaire,
- les informations nécessaires à l'interopérabilité n'ont pas déjà été rendues facilement et rapidement accessibles au Centre Hospitalier Universitaire ou au tiers désigné par le Centre Hospitalier Universitaire,
- ces actes sont limités aux parties du logiciel d'origine nécessaires à cette interopérabilité. Les informations ainsi obtenues doivent remplir les conditions d'information de l'article L.122-6-1 du Code de la Propriété Intellectuelle.

Du fait de la concession du droit d'utilisation et des droits qui en découlent, l'installation des exemplaires de logiciel sur les matériels est effectuée, à la demande du Centre Hospitalier Universitaire, par le titulaire qui disposera aussi de tous les droits nécessaires à l'installation et à l'intégration.

ARTICLE XVII - RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les modalités prévues au chapitre 8 du CCAG/TIC.

Par dérogation et en complément à l'article 51 du CCAG/TIC, le marché peut être résilié sans aucune indemnité au profit du titulaire dans les hypothèses suivantes :

- En cas de deux ajournements successifs de la vérification d'aptitude (VA), conformément à l'article 8.1.2 du présent CCAP.
- En cas de deux ajournements successifs de la vérification de service régulier (VSR), conformément à l'article 8.1.2 du présent CCAP.
- En cas d'application de la clause de sauvegarde, conformément à l'article 12.4 du présent CCAP.

Toutefois, en cas de résiliation prise en application de l'article 12.4 (*application de la clause de sauvegarde*) du présent CCAP :

- par dérogation aux articles 47 et 51 du CCAG/TIC, le titulaire n'a droit à aucune indemnité.

- par dérogation à l'article 52 du CCAG/TIC, le décompte de résiliation comprend :

- 1) Au débit du titulaire :
 - a. Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
 - b. La valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens cédés à l'amiable au titulaire ;
 - c. Le montant des pénalités.
- 2) Au crédit du titulaire :
 - d. La valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
 - e. La valeur des prestations fournies éventuellement à la demande.

ARTICLE XVIII - REGLEMENT DES LITIGES - DROIT APPLICABLE

En cas de différend, les réclamations sont adressées sous pli recommandé avec accusé de réception postal à :

Madame La Directrice des Services Numériques et de l'Ingénierie Biomédicale
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE
Avenue Général Koenig - 51092 Reims Cedex

Ceci n'exclut pas la possibilité, pour le titulaire ou pour le Centre Hospitalier Universitaire, de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne est seul compétent.

ARTICLE XIX - REVERSIBILITE

19.1. - Généralités

Au titre du présent marché, le Centre Hospitalier Universitaire tient à se préserver des conséquences de la défaillance éventuelle du titulaire.

En cas de cessation du marché, pour quelque motif que ce soit, le titulaire devra mettre en œuvre le dispositif de recouvrement nécessaire, sur une durée d'au moins deux (2) mois, permettant la transition progressive entre la situation contractuelle présente et toute solution de rechange préconisée et mise en place par le Centre Hospitalier Universitaire.

A cet effet, il est tenu de déposer une copie des codes sources, mises à jour ou nouvelles versions de son logiciel ainsi que les documentations techniques associées chez un tiers détenteur.

Le titulaire s'engage à communiquer les coordonnées de ce dépôt, c'est-à-dire : nom ou raison sociale, adresse, numéros de téléphone et de télécopieur du tiers, adresse du lieu de dépôt, référence du certificat de dépôt. Il dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires après commercialisation de toute mise à jour ou nouvelle version de son logiciel ou de sa documentation technique pour les déposer auprès du même tiers détenteur.

Le tiers détenteur recevant le dépôt devra être informé par le titulaire des conditions d'exécution du présent article qui engagent celui-ci :

- Possibilité pour le Centre Hospitalier Universitaire d'accéder aux codes sources,
- Liste des documents concernés qui seront remis au Centre Hospitalier Universitaire,
- Différents cas de défaillance du titulaire permettant au Centre Hospitalier Universitaire d'accéder aux codes sources :
 - Toute disparition définitive du titulaire sans que ses obligations de maintenance et support d'exploitation et de suivi concernant le logiciel objet du dépôt et telles que définies au présent marché ne soient assurées par un repreneur nommément désigné et, plus généralement, tout arrêt définitif de maintenance et support d'exploitation du logiciel que ce soit de son propre chef ou non,
 - Tout retrait total ou partiel des éléments du logiciel déposés auprès du tiers.

- Le dépôt pourra faire l'objet d'un contrôle par le Centre Hospitalier Universitaire auprès du tiers détenteur. Ce contrôle, auquel le titulaire peut se soustraire, devra être réalisé en sa présence sauf renonciation de sa part.

Les frais de dépôt sont à la charge du titulaire qui doit s'assurer auprès du tiers détenteur de la bonne conservation de son dépôt.

19.2. - Eléments à transférer et délais

A la date effective d'extinction du contrat, pour quelque motif que ce soit, le titulaire tiendra à la disposition du Centre Hospitalier Universitaire, sans frais pour ce dernier :

- a- les moyens matériels et / ou logiciels transférés au titulaire par le Centre Hospitalier Universitaire pour autant que ces moyens subsistent à l'expiration ou à la prise d'effet de la résiliation du contrat,
- b- les informations du Centre Hospitalier Universitaire confiées au titulaire,
- c- les informations nécessaires pour préparer la réversibilité.

Les coûts éventuels, imposés par les éditeurs de logiciels, de transferts de licences seront facturés au Centre Hospitalier Universitaire si et seulement si, elles concernent le SIH du Centre Hospitalier Universitaire et, en tout état de cause, au prorata de ce qui est réellement consommé par le Centre Hospitalier Universitaire et sur présentation des justificatifs par le titulaire.

ARTICLE XX - DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 2.3.1 du présent CCAP déroge à l'article 29 du CCAG/TIC.

L'article VI du présent CCAP déroge à l'article 29 du CCAG/TIC.

L'article 8.1 du présent CCAP déroge à l'article 30.3 du CCAG/TIC.

L'article 8.1.2 du présent CCAP déroge aux articles 32.4, 33.2.2, 34.1 et 34.2.1 du CCAG/TIC.

L'article 8.1.3 du présent CCAP déroge aux articles 30.3, 33.2 et 34.1 du CCAG/TIC.

L'article 8.1.4 du présent CCAP déroge aux articles 30.3, 33.2 et 34.1 du CCAG/TIC.

L'article 9.1 du présent CCAP déroge à l'article 36 du CCAG/TIC.

L'article 10.3.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.2.6 du CCAG/TIC.

L'article XI du présent CCAP déroge à l'article 9.2 du CCAG/TIC.

L'article 12.4 du présent CCAP déroge aux articles 47 et 51 du CCAG/TIC.

L'article 15.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG/TIC.

L'article 15.2 du présent CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG/TIC.

L'article 15.3 du présent CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.6 du CCAG/TIC.

L'article 15.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG/TIC.

L'article XVII du présent CCAP déroge aux articles 47, 51 et 52 du CCAG/TIC.

Reims, le 24/04/2025

Pour la Directrice Générale
et par délégation,
La Directrice des Services Numériques et
de l'Ingénierie Biomédicale

Hilde BIAIS